

Une ex-employée de Facebook fait trembler le géant américain avec ses révélations



[Source : sputniknews.com]

[Photo : © REUTERS / Stephen Lam]

Par Julia Belyakova

Une série de révélations a été faite grâce à des documents connus sous le nom de Facebook Files, transmis à la Security and Exchange Commission par une lanceuse d'alertes. Selon le Wall Street Journal, qui a pu consulter des documents, le fonctionnement de l'entreprise semble ne toujours pas correspondre au discours public de la direction. Est-ce que des temps difficiles attendent l'entreprise Facebook et sa direction? Une lanceuse d'alertes qui avait déjà révélé une partie des documents portant sur des règlements intérieurs de travail du réseau social, donnant la base à une série de publications par le Wall Street Journal qui a pu les consulter, aurait promis de sortir de l'ombre ce dimanche 3 octobre dans l'émission 60 Minutes de la chaîne CBS.

Toutefois, elle avait déjà transmis certains documents, connus sous le nom de Facebook Files, pour une étude à la Security and Exchange Commission (SEC), l'organisme fédéral américain de réglementation et de contrôle des marchés financiers. Et selon les investigations menées par le Wall Street Journal, parmi les révélations faites par cette lanceuse d'alertes, il y a l'effet négatif d'Instagram sur les jeunes, jamais communiqué par Facebook, alors qu'il s'agit de résultats d'une étude interne, la censure manuelle des comptes de personnalités et influenceurs, ce qui prouverait l'implication du facteur humain dans cette censure qui comme il s'avère n'est pas faite par des robots.

L'influence négative d'Instagram

Les chercheurs d'Instagram, qui appartient à Facebook, étudient depuis des années comment l'application de partage de photos touche des millions de jeunes utilisateurs. À plusieurs reprises, la société a constaté qu'Instagram était nuisible pour un pourcentage important d'entre eux, en particulier les adolescentes, plus que d'autres plateformes de réseaux sociaux. En public, Facebook a constamment minimisé les effets négatifs de l'application, y compris dans les déclarations au Congrès, et n'a pas rendu sa recherche

publique ou disponible pour les universitaires ou les législateurs qui l'ont demandée. En réponse, Facebook dit que les effets négatifs ne sont pas répandus, que la recherche en santé mentale est précieuse et que certains des aspects nocifs ne sont pas faciles à traiter, précise le Wall Street Journal dans sa publication.

Les comptes privilégiés

Mark Zuckerberg a publiquement déclaré que Facebook permettait à ses plus de trois milliards d'utilisateurs de parler sur un pied d'égalité avec les élites de la politique, de la culture et du journalisme, et que ses normes de comportement s'appliquent à tous, peu importe leur statut ou leur renommée, rappelle le média. En privé, l'entreprise a conçu un programme, connu sous le nom de « vérification croisée » ou « XCheck », créé comme une mesure de contrôle de la qualité pour les comptes de haut niveau. Aujourd'hui, il protège des millions de comptes privilégiés, montrent les documents. Beaucoup abusent de ce privilège, publiant des images relevant du harcèlement et de l'incitation à la violence qui conduiraient généralement à des sanctions. Les comptes de personnalités faisant partie de ces listes « privilégiées » sont traités manuellement, ainsi cela prend plus de temps et la modération n'est pas exempte d'un facteur et jugement humains. Cela concerne presque six millions de comptes (5,8 millions à en croire les documents dévoilés). Parfois, XCheck avait protégé des personnalités publiques dont les messages contiennent du harcèlement ou de l'incitation à la violence, violations qui généralement conduiraient à des sanctions pour les utilisateurs réguliers. En 2019, il a permis à la star internationale du football Neymar de montrer des photos nues d'une femme, qui l'avait accusé de viol, à des dizaines de millions de ses fans avant que le contenu ne soit supprimé par Facebook, démontrent les documents.

L'un des documents internes consultés explique aux employés ce qu'est le programme XCheck de la manière suivante:

« Cela signifie que, pour un petit nombre de membres de notre communauté, nous n'appliquons pas nos politiques et nos normes. Contrairement au reste de notre communauté, ces personnes peuvent violer nos normes sans aucune conséquence », indique le Wall Street Journal, citant l'une des notes il a pu consulter.

Facebook a répondu pour sa part que critiquer ce programme était justifié, qu'il a été conçu pour un bon but et que l'entreprise travaillait à le corriger.

Le trafic d'organes humains, la pornographie et les cartels de la drogue

De nombreux documents Facebook examinés par le Wall Street Journal montrent des employés s'alarmant de la façon dont la plateforme est utilisée dans les

pays en développement, où sa base d'utilisateurs est énorme et en expansion. Des employés ont signalé que les trafiquants d'êtres humains au Moyen-Orient utilisaient le site pour attirer les femmes. Ils ont averti que les groupes armés éthiopiens utilisaient le site pour inciter à la violence contre les minorités ethniques. Ils ont envoyé des alertes à leurs patrons sur la vente d'organes, la pornographie et l'action du gouvernement contre la dissidence politique, selon les documents. Ils montrent également la réaction de l'entreprise, qui dans de nombreux cas est inadéquate ou reste sans réponse.

Notamment, en janvier 2021, un ancien policier devenu enquêteur pour Facebook a publié une note de service pour tout le personnel sur le tableau des messages internes où il a détaillé un nouvel ensemble de ce qu'il a appelé « les apprentissages ». Le plus important d'entre eux était celui qui portait sur un cartel mexicain de la drogue utilisant Facebook pour recruter, former et payer les tueurs à gages, donne comme exemple le Wall Street Journal, en se référant aux documents révélés. Le comportement était choquant dans nombre de cas rapportés et en violation flagrante des règles de Facebook. Mais l'entreprise n'a pas empêché le cartel de publier sur Facebook ou Instagram.

Un porte-parole de Facebook a déclaré que l'entreprise avait déployé des équipes à travers le monde, des partenariats locaux et des vérificateurs de faits tiers pour augmenter la sécurité des utilisateurs.

L'impact de Facebook dans la campagne vaccinale

Facebook a pesé de tout son poids dans la promotion des vaccins contre le Covid-19, « une priorité de compagnie supérieure », souligne une note interne, dans une démonstration de Mark Zuckerberg pour faire valoir que sa création est une force pour le bien dans le monde. Il a fini par démontrer des lacunes entre ses aspirations et la réalité de la plus grande plateforme sociale du monde. Les activistes ont inondé le réseau, selon les notes internes consultées par le quotidien. Ils ont utilisé les outils de Facebook pour semer le doute sur la gravité de la menace de la pandémie et la sécurité de la principale arme des autorités pour la combattre. Les problèmes liés au Covid-19 ont créé des difficultés pour la direction de Facebook. Même quand il fixait un objectif, le chef de l'exécutif ne pouvait pas diriger la plateforme comme il le voulait. Un porte-parole de Facebook a déclaré dans un communiqué que les données montrent que l'hésitation vaccinale des gens aux États-Unis sur Facebook a diminué d'environ 50% depuis janvier, et que les documents montrent le « processus de routine de l'entreprise pour faire face à des défis difficiles ».

Une fuite précédente liée à Cambridge Analytica

Il ne s'agit pas de la première fuite géante chez Facebook. En 2018, le scandale autour du cabinet britannique Cambridge Analytica, qui avait récupéré les données de 87 millions d'utilisateurs à des fins de propagande politique, avait porté un coup dur à la réputation du réseau social qui compte actuellement près de 2,8 milliards d'utilisateurs mensuels.

En octobre 2020, une association de consommateurs a annoncé lancer une action en justice au Royaume-Uni contre Facebook pour l'utilisation illégale de données d'utilisateurs en Angleterre et au pays de Galles, à la suite de l'affaire Cambridge Analytica. Précédemment, Facebook avait accepté de payer une amende de 500.000 livres sterling (585.000 euros) au Royaume-Uni.